

# Notre politique d'immigration

En dépit des protestations la plupart hypocrites qu'elles provoquent d'abord, les idées préconisées ici en matière d'immigration finiront par triompher.

Moins d'immigrants s'il le faut, mais un meilleur choix d'immigrants, disions-nous, et voici que la presse en général commence à penser comme nous.

Chaque jour, dit le *Citizen* d'Ottawa, nous apporte une nouvelle preuve de la nécessité d'une politique d'immigration mieux définie. "Et c'est l'une des questions les plus importantes à l'heure qu'il est. Le Canada se constitue moins dans ses berceaux et ses écoles qu'à ses ports d'entrée qui reçoivent un demi-million de population nouvelle chaque année."

Ce seul fait suffit pour démontrer l'importance du sujet. Que vaut ce demi-million d'immigrants ? On ne cesse de nous répéter que ce sont des gens bien, mais l'expérience enseigne qu'on exagère.

Voici déjà plusieurs années que les chefs d'institutions de charité des provinces anglaises constatent et déplorent que leurs difficultés s'accroissent proportionnellement au chiffre de l'immigration. Plus récemment les journaux d'Ontario signalaient le fait que l'augmentation des cas de refus de pourvoir et de désertion provenait également du grand nombre d'immigrants qui viennent chaque année au Canada.

Il est donc évident que toutes les précautions prises aux ports d'entrée ne sont pas suffisantes. Et le fait est qu'avec la meilleure volonté du monde il n'est pas toujours facile de découvrir les sujets non désirables. On peut bien remarquer et renvoyer ceux qui portent les marques d'une maladie contagieuse, mais comment connaître à vue d'oeil les antécédents de tous ces gens que chaque vaisseau déverse par milliers sur nos rives ?

On a demandé l'inspection aux ports d'embarquement. Cela serait préférable, sans doute, si elle était bien faite et par des officiers parfaitement renseignés.

Le mal, le grand mal, c'est le désir de peupler le pays trop vite. En Europe, comme ici, il existe des organisations pour lesquelles l'immigration n'est qu'une affaire d'argent. Les compagnies de transport elles-mêmes n'y voient, pour bien dire, qu'une question de recettes. Plus elles amènent de passagers, plus cela fait leur affaire. Il est vrai qu'on les oblige de ramener gratuitement les immigrants jugés inacceptables, mais qu'est-ce que les frais de retour de quelques milliers comparés à la recette du transport d'un demi-million ?

On paye aux agents un louis par individu qu'ils dirigent vers le Canada. Croit-on que c'est le moyen de les engager à discerner convenablement et à n'envoyer ici que des sujets de première qualité ? Madame Kate S. Hayes, chef du service d'immigration du C. P. R. en Angleterre, pense qu'il vaudrait beaucoup mieux consacrer cet argent à aider les immigrants de passé et d'aptitudes irréprochables. C'est une suggestion.

Le problème est certainement de solution difficile, si l'on veut sincèrement le résoudre dans le meilleur intérêt du pays.

Il se complique encore de l'immigration chinoise, japonaise et hindoue, dont les proportions augmentent depuis longtemps la population de la Colombie Anglaise. Ces jours passés, M. McBride déclarait de nouveau que ses concitoyens partageaient absolument les opinions des Californiens à l'égard des Japonais. Et ceux-ci sont déjà au nombre de 10,000 dans la province du Pacifique.

Il est donc grandement temps que l'on s'occupe de refondre nos lois d'immigration.

Jean DUMONT.